

## SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 16 JUIN 2021

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MRC D'ANTOINE LABELLE  
MUNICIPALITÉ DE LA MACAZA**

**PROCÈS-VERBAL** de la séance extraordinaire du conseil de la Municipalité de La Macaza et tenue le 16 juin 2021, à 17h, par visioconférence et à huis clos (sans public).

**SONT PRÉSENTS** : Céline Beauregard, mairesse, Christian Bélisle, conseiller, Brigitte Chagnon, conseillère et mairesse suppléante, Pierrette Charette, conseillère, Raphaël Ciccariello, conseiller, Benoit Thibeault, conseiller et Pierre Rubaschkin, conseiller

**EST AUSSI PRÉSENTE** : Caroline Dupuis, directrice générale par intérim

### **OUVERTURE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE**

Sous la présidence de madame la mairesse Céline Beauregard, la séance extraordinaire est ouverte à 17h24

2021.06.138

### **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE ORDINAIRE**

**CONSIDÉRANT QUE** l'ordre du jour a été distribué et qu'il se détaille comme suit;

1. **OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE**
2. **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE**
3. Résolution - Constatation de la régularité de la séance et validation de l'avis de convocation de la séance extraordinaire du 16 juin 2021
4. Résolution – Adoption du procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 3 juin 2021
5. Résolution – Acceptation d'une demande de dérogation mineure du proprio du 417, chemin du lac Caché
6. Résolution – Acceptation d'une demande de dérogation mineure du proprio du 1534, chemin du lac chaud – partie a et partie b
7. Résolution – Acceptation d'une demande de dérogation mineure du proprio du 17 chemin du lac Macaza
8. **LEVÉE DE LA SÉANCE**

Il est proposé par la conseillère Pierrette Charette

Et résolu à l'unanimité

**D'ADOPTER** l'ordre du jour tel que proposé.

**ADOPTÉE**

---

Caroline Dupuis  
Directrice générale par intérim

2021.06.139

### **RÉSOLUTION - CONSTATATION DE LA RÉGULARITÉ DE LA SÉANCE ET VALIDATION DE L'AVIS DE CONVOCATION DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 16 JUIN 2021**

Il est proposé par la conseillère madame Brigitte Chagnon

Et résolu à l'unanimité

**QUE** l'avis de convocation ait été fait conformément à l'article 156 du Code municipal du Québec.

**ADOPTÉE**

---

Caroline Dupuis  
Directrice générale par intérim

## SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 16 JUIN 2021

2021.06.140 **RÉSOLUTION – ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME (CCU) DU 3 JUIN 2021**

**CONSIDÉRANT QUE** le CCU a tenu une séance le 3 juin 2021;

**CONSIDÉRANT QU'IL** y avait quorum et que le Comité a siégé en présence de ses membres et a traité les affaires courantes du CCU;

Il est proposé par le conseiller Raphaël Ciccariello  
Et résolu à l'unanimité

**D'ADOPTER** le procès-verbal du CCU du 3 juin 2021.

**ADOPTÉE**

---

Caroline Dupuis  
Directrice générale par intérim

2021.06.141 **RÉSOLUTION – ACCEPTATION D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE DU PROPRIÉTAIRE DU 417, CHEMIN DU LAC CACHÉ**

**CONSIDÉRANT QU'UNE** demande de dérogation mineure a été déposée pour le 417 chemin du Lac Caché concernant la construction d'une nouvelle résidence située en partie dans la marge riveraine du lac Clair ce qui contrevient à l'article 7.2.3 du règlement 219 relatif au zonage;

**CONSIDÉRANT QU'IL** y avait déjà une construction existante par le passé à l'emplacement projeté de la nouvelle construction et que l'excavation est en bonne partie déjà réalisée;

**CONSIDÉRANT QUE** le requérant subirait un préjudice sérieux si la dérogation n'est pas autorisée puisqu'il serait plus compliqué de se construire ailleurs par la pente du terrain et que cela exigerait la désaffectation de l'installation septique existante ;

**CONSIDÉRANT QUE** ce préjudice sérieux est lié à l'immeuble ;

**CONSIDÉRANT QUE** la dérogation ne causerait aucun préjudice apparent aux voisins;

**CONSIDÉRANT QUE** le requérant est dans la quasi-impossibilité de se conformer au règlement de zonage par la superficie de son terrain, la pente du terrain, la présence d'un ruisseau intermittent et son état riverain au lac Clair;

**CONSIDÉRANT QUE** la dérogation n'aura pas pour effet d'aggraver les risques en matière de santé et de sécurité et n'aura pas un effet significatif sur la protection de l'environnement;

Il est proposé par le conseiller monsieur Pierre Rubaschkin  
Et résolu à l'unanimité

**D'ACCEPTER** la dérogation mineure demandée et selon le plan fourni par le requérant, soit de construire une résidence dont l'implantation est en partie dans la marge riveraine, mais dont l'implantation ne touche pas la bande riveraine du lac ni la bande riveraine minimale de 5 mètres du ruisseau intermittent.

**ADOPTÉE**

---

Caroline Dupuis  
Directrice générale par intérim

2021.06.142

**RÉSOLUTION – ACCEPTATION D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE DU PROPRIÉTAIRE DU 1534, CHEMIN DU LAC CHAUD – PARTIE A ET PARTIE B**

**CONSIDÉRANT QU'UNE** demande de dérogation mineure a été déposée au 1534 chemin du Lac Chaud concernant la reconstruction d'une résidence (Partie A) située en partie dans la marge riveraine d'un ruisseau ce qui contrevient à l'article 7.2.3 ainsi qu'à l'article 20.10 C du règlement 219 relatif au zonage;

**CONSIDÉRANT QU'IL** y a déjà une construction existante bénéficiant de droits acquis à l'emplacement projeté de la nouvelle construction et que ce bâtiment est vétuste;

**CONSIDÉRANT QUE** le requérant subirait un préjudice sérieux si la dérogation n'est pas autorisée puisqu'il serait alors impossible de reconstruire ailleurs sur le terrain conformément à la réglementation et que l'ampleur des rénovations nécessaires à rendre de nouveau le bâtiment habitable et salubre consisterait semblablement à une reconstruction;

**CONSIDÉRANT QUE** ce préjudice sérieux est lié à l'immeuble;

**CONSIDÉRANT QUE** la dérogation ne causerait aucun préjudice apparent aux voisins;

**CONSIDÉRANT QUE** le requérant est dans l'impossibilité de se conformer au règlement de zonage par la superficie de son terrain, la présence d'un ruisseau passant au milieu de celui-ci et son état riverain au lac Chaud;

**CONSIDÉRANT QUE** la dérogation n'aura pas pour effet d'aggraver les risques en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement;

**CONSIDÉRANT QUE** la demande est d'agrandir une résidence (Partie B) lors de sa reconstruction en ajoutant une chambre de 8 X 10 pieds;

**CONSIDÉRANT QUE** l'agrandissement est situé en partie dans la marge riveraine d'un ruisseau ce qui contrevient à l'article 7.2.3 ainsi qu'à l'article 20.8 C du règlement 219 relatif au zonage;

**CONSIDÉRANT QUE** le requérant subirait un préjudice sérieux si la dérogation n'est pas autorisée puisqu'il serait alors impossible d'agrandir ailleurs sur le terrain conformément à la réglementation;

**CONSIDÉRANT QUE** ce préjudice sérieux est lié à l'immeuble;

**CONSIDÉRANT QUE** la dérogation ne causerait aucun préjudice apparent aux voisins;

**CONSIDÉRANT QUE** le requérant est dans l'impossibilité de faire un agrandissement conforme au règlement de zonage par la superficie de son terrain, la présence d'un ruisseau passant au milieu de celui-ci et son état riverain au lac Chaud et que l'emplacement projeté de l'agrandissement est la moins dérogatoire des solutions;

**CONSIDÉRANT QUE** la dérogation n'aura pas pour effet d'aggraver les risques en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement.

Il est proposé par le conseiller monsieur Benoit Thibeault

Et résolu à l'unanimité

**D'APPROUVER** la demande de dérogation mineure concernant la reconstruction de la résidence de 28 X 26 pieds (Partie A), avec la même implantation que le bâtiment actuel, qui empiète dans la marge riveraine de 15 mètres, mais dont l'implantation n'empiète pas dans la bande riveraine de 10 mètres du lac et du ruisseau, ni dans la marge latérale de 3 mètres par rapport à la ligne de lot;

**D'APPROUVER** la demande de dérogation mineure concernant un agrandissement de 8 X 10 pieds de la résidence (Partie B), qui empiète dans la marge riveraine de 15 mètres, mais dont l'implantation de l'agrandissement n'empiètera pas dans la bande riveraine de 10 m du lac et du ruisseau ni dans la marge latérale de 3 mètres de la ligne de lot.

**ADOPTÉE**

---

Caroline Dupuis  
Directrice générale par intérim

## SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 16 JUIN 2021

2021.06.143

### **RÉSOLUTION –ACCEPTATION D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE DU PROPRIÉTAIRE DU 17 CHEMIN DU LAC MACAZA**

**CONSIDÉRANT QU'UNE** demande de dérogation mineure concernant la reconstruction des fondations d'une résidence située dans la marge riveraine de 15 mètres, ce qui contrevient à l'article 7.2.3 ainsi qu'à l'article 20.11 A du règlement 219 relatif au zonage;  
**CONSIDÉRANT QUE** le projet comprend également l'ajout d'un étage à la résidence existante;

**CONSIDÉRANT QUE** le CCU considère que les travaux sont majeurs et se rapprochent davantage d'une reconstruction complète que d'une rénovation;

**CONSIDÉRANT QUE** le CCU reconnaît le préjudice sérieux que l'application stricte de la réglementation pourrait causer puisque selon la réglementation il serait impossible de reconstruire sur ce terrain;

**CONSIDÉRANT QUE** le requérant est dans l'impossibilité d'implanter le bâtiment en respectant toutes les marges applicables, mais qu'il semble être possible de minimiser la dérogation en implantant le bâtiment plus loin de la bande riveraine quitte à empiéter dans la marge avant de 8 mètres;

**CONSIDÉRANT QUE** le bâtiment est sur la limite, voir empiète légèrement, dans la bande riveraine de 10 mètres de la rivière Macaza;

**CONSIDÉRANT QUE** le plan d'implantation fourni par le requérant ne permet pas de déterminer que l'implantation projetée est celle la moins dérogatoire possible puisque la limite de la bande riveraine n'est pas indiquée, ni la limite de la marge avant ainsi que tout autre marge applicable;

Il est proposé par le conseiller monsieur Raphaël Ciccariello  
Et résolu à l'unanimité

**ACCEPTER** la demande de dérogation mineure du propriétaire du 17 chemin du lac Macaza sous réserve qu'il recule de 2 à 4 mètres de sa construction vers le chemin.

**ADOPTÉE**

\_\_\_\_\_  
Caroline Dupuis  
Directrice générale par intérim

2021.06.144

### **RÉSOLUTION – LEVÉE DE LA SÉANCE**

L'ordre du jour ayant été épuisé,

Il est proposé par le conseiller monsieur Christian Bélisle  
Et résolu à l'unanimité

De lever la séance à 17h36

**ADOPTÉE**

LA MAIRESSE  
INTÉRIM

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE PAR

\_\_\_\_\_  
Céline Beauregard

\_\_\_\_\_  
Caroline Dupuis